

BULLETIN DES LOIS

DU

ROYAUME DE WESTPHALIE.

1812.

N^o 10.

Gesetz-Bulletin

DES

Königreichs Westphalen.

N^o 10.

Tome I. An 1812.

BULLETIN DES LOIS.N^o 10.

(N^o 39.) *DÉCRET ROYAL* du 2 mars 1812,
contenant de nouvelles dispositions sur les caution-
nements à fournir à l'Etat.

JÉROME NAPOLÉON, PAR LA GRACE
DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE
WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Sur le rapport de Notre Intendant-général du
trésor ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Nous avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. Tous les comptables et autres fonc-
tionnaires tenus, d'après les lois et décrets, de
faire cautionnement, et qui, lors de la publica-
tion de Notre décret du 2 février dernier, n'a-
vaient point profité des facilités qui leur avaient
été accordées par les lois et décrets antérieurs,
sont tenus de remplir leur cautionnement, con-
formément aux dispositions de l'article 4 du dé-
cret ci-dessus mentionné, et sous les peines y
portées.

Art. 2. Les ministères et administrations fe-
ront passer au trésor public, dans la huitaine,
à dater de la publication du présent décret, un
état des fonctionnaires et comptables dépendans
desdites administrations, qui sont tenus de faire

Gesetz = Bulletin.N^{ro} 10.

(Nr. 39.) Königliches Decret vom 2ten März 1812,
neue Verfügungen über die dem Staate zu lei-
stenden Cautionen enthaltend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes
Gnaden und durch die Constitutionen König von
Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

haben, auf den Bericht Unseres General-Inten-
danten des Staats-Schatzes ;

nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

verordnet und verordnen :

Art. 1. Alle in Gemäßheit der ergangenen Ver-
ordnungen zu einer Cautionen-Leistung verbundenen
Rechnungs- und anderen Beamten, welche vor Pu-
blication Unseres Decretes vom 2ten Februar dieses
Jahres, die ihnen durch vorherige Decrete zugestanden
Vorthelle und Leichtigkeit die Cautionen zu stellen,
nicht benutzt haben, sind schuldig selbige nach Vor-
schrift des 4ten Artikels des angezogenen Decretes
und bei Vermeidung der darin bestimmten Strafe
zu berichtigen.

Art. 2. Innerhalb acht Tagen von der Bekannt-
machung dieses Decretes an gerechnet, sollen die
betreffenden Ministerien und Administrationen an
den Staats-Schatz vollständige Verzeichnisse aller,
ihrer Verwaltung untergebenen, Rechnungs- und
anderen Beamten einschicken, welche sich in dem
Falle befinden, Caution leisten zu müssen,

un cautionnement; ledit état certifié par les administrateurs des diverses parties, et visé par le Ministre. L'état des fonctionnaires et comptables du trésor, obligés à faire un cautionnement, sera dressé et certifié par l'administrateur du trésor chargé des caisses et des recettes.

Les états, divisés par département, contiendront les noms, fonctions et résidences des fonctionnaires, le montant de leur cautionnement, avec indication de la partie payable en numéraire.

Art. 3. Il est enjoint aux préfets d'envoyer au trésor, dans la quinzaine après la publication du présent décret, la liste des fonctionnaires qui ont réalisé leur cautionnement pardevant leurs préfetures respectives, avec indication du cautionnement déclaré par les fonctionnaires, du cautionnement réalisé, et de la nature et du montant des valeurs, soit effets, soit immeubles, dans lesquelles lesdits cautionnements ont été faits.

Art. 4. Le versement des cautionnements, tant en numéraire qu'en obligations de la première série de l'emprunt complémentaire, se fera pour les fonctionnaires et comptables de Cassel, au trésor public; pour ceux des départements, dans les caisses des receveurs-généraux.

Art. 5. Les receveurs-généraux verseront lesdits cautionnements au trésor, sur bordereaux séparés pour ceux faits en obligations de la première série et pour ceux faits en numéraire.

Die Richtigkeit dieser Verzeichnisse soll von den Administratoren der verschiedenen Verwaltungszweige bescheiniget und von dem betreffenden Minister visirt seyn.

Das Verzeichniß der dem Staatsschätze untergebenen, zur Cautionsleistung verpflichteten Rechnungsführer, soll von demjenigen der Administratoren des Schatzes aufgestellt und bescheiniget werden, welchem die Aufsicht über die Cassen und Einnahmen anvertrauet ist.

Die Verzeichnisse müssen, nach Departements aufgestellt, die Namen der Rechnungsführer, ihren Wohnort und den Betrag der Caution, mit Bemerkung was davon baar zu entrichten ist, enthalten.

Art. 3. Den Präfecten wird hierdurch aufgegeben, innerhalb vierzehn Tagen nach Bekanntmachung des gegenwärtigen Decretes ein Verzeichniß derjenigen Beamten einzuschicken, welche ihre Cautionen bei den verschiedenen Präfecturen berichtet haben, mit Bemerkung des zu leistenden, und des wirklich geleisteten Cautions-Betrages, auch der Anzeige, wieviel davon in Staats-Papieren hinterlegt, und wieviel durch unbewegliche Güter berichtet worden ist.

Art. 4. Die Einzahlung der Cautions-Beträge, sie mögen in baarem Gelde oder in Obligationen der ersten Classe der Ergänzungs-Anleihe bestehen, soll von den dazu verpflichteten, in Cassel befindlichen, Staatsdienern und Rechnungsbeamten, an den Staats-Schatz; von den in den Departements befindlichen, in die Cassen der General-Einnehmer geschehen.

Art. 5. Die General-Einnehmer sollen diese Cautions-Beträge an den Staats-Schatz mit Verzeichnissen einschicken, in welchen die Einzahlungen durch Obligationen der ersten Classe der Ergänzungs-Anleihe, von den Einzahlungen des baaren Geldes abge sondert seyn müssen.

Art. 6. Les comptables et fonctionnaires appelés par le présent décret à réaliser leur cautionnement, pourront éviter la déchéance prononcée contre eux par l'article 4 du décret du 2 février, en versant la moitié de leur cautionnement, avant le 15 avril prochain, en numéraire ou obligations de la première série, et en souscrivant pour l'autre moitié des obligations à trois et six mois, par égales portions, lesdites obligations payables à l'ordre du trésor public.

Art. 7. En cas de réalisation de partie du cautionnement au moyen d'obligations personnelles prévues à l'article précédent, les receveurs-généraux s'en chargeront envers le trésor par une déclaration au pied d'un bordereau desdites obligations, et garderont les dernières pour en faire le recouvrement.

Art. 8. Les intérêts des cautionnements, faits en conformité du décret du 2 février et du présent, sont fixés pour la présente année à 5 pour cent.

Art. 9. Les intérêts des cautionnements faits en numéraire, avant la publication desdits décrets, sont également portés à 5 pour cent.

Art. 10. En cas de vacance, le successeur du fonctionnaire ou comptable changé ou décédé, devra déposer à la trésorerie, le montant du cautionnement fait par son prédécesseur, pour être remboursé à celui-ci ou à ses héritiers immédiatement après l'apurement des comptes. En cas de suppression d'emploi ou de réduction des cautionnements, le cautionnement versé en numéraire et obligations de la première série, ou la somme excédante, sera remboursé comptant.

Art. 6. Die durch das gegenwärtige Decret zu der Cautions-Leistung aufgefordernten Rechnungs- und anderen Beamten können den ihnen durch den 4ten Artikel des Decretes vom 2ten Februar dieses Jahres angedroheten Verlust ihrer Stellen vermeiden, wenn sie vor dem 15ten April dieses Jahres die Hälfte der Caution baar oder in Obligationen der ersten Classe der Ergänzungs-Anleihe erlegen, und für die andere Hälfte Schuldscheine ausstellen, welche, zu gleichen Theilen, in drei und in sechs Monaten auf Ordre des Staats-Schatzes zahlbar sind.

Art. 7. Auf den Fall, daß ein Theil der zu stellenden Cautionen durch diese persönlichen Schuldscheine berichtet wird, sollen die General-Einnehmer darüber ein Verzeichniß mit dem Bekenntnisse des Empfanges, an den Staats-Schatz einschicken, die Schuldscheine selbst aber in ihrem Gewahrsam behalten, um demnächst den Betrag einzucassiren.

Art. 8. Der Zinsfuß für die in Gemäßheit des Decretes vom 2ten Februar eingezahlten Cautions-Beträge wird für das gegenwärtige Jahr auf fünf vom Hundert bestimmt.

Art. 9. Gleichergestalt sollen von den vor Publication jener Decrete in baarem Gelde eingezahlten Cautionen die Zinsen mit fünf vom Hundert bezahlt werden.

Art. 10. Wenn eine mit Caution verbundene Stelle erledigt wird, so muß der Amtsnachfolger den Betrag derselben bei dem Staats-Schatze hinterlegen, von welchem alsbald nach abgelegten Rechnungen, die Caution des Dienst-Vorgängers diesem oder dessen Erben zurück gegeben werden soll. Sollte die Stelle eingehen oder die damit verbundene Caution vermindert werden, so soll der baar und in Obligationen der ersten Classe eingezahlte Betrag, oder der verbleibende Ueberschuß, baar zurückgezahlt werden.

Art. 11. Les comptables ou fonctionnaires qui auront fait leur cautionnement, conformément aux dispositions du décret du 2 février et à celles du présent, adresseront à l'Intendant-général du trésor public les récépissés des receveurs-généraux ou de la caisse centrale du trésor, pour être par lui convertis en une reconnaissance finale du montant de leur cautionnement.

Art. 12. Lesdites reconnaissances seront déclarées incessibles, et indiqueront que le comptable ou fonctionnaire a été inscrit au livre des cautionnements énoncé ci-après.

Art. 13. Les quittances pour cautionnements faits en numéraire à la caisse d'amortissement, seront de même échangées contre de pareilles reconnaissances, et à cet effet envoyées à l'Intendant-général du trésor public.

Art. 14. Il sera ouvert au trésor, dans les bureaux de la dette publique, un livre destiné spécialement à l'inscription des cautionnements, et à leur transport d'un fonctionnaire à un autre; et, tous les six mois, il sera dressé, sur ledit registre, un état des fonctionnaires y portés, du montant de leurs cautionnements et de celui des intérêts de chacun d'eux, pour ledit état ordonné par l'Intendant-général du trésor servir à l'acquiescement desdits intérêts par semestre.

Art. 15. Les reconnaissances définitives à délivrer par le trésor seront expédiées, et les cautionnements inscrits auxdits registres, sur un état dressé par l'administrateur chargé de la surveillance des caisses et des recettes, appuyé des quittances de versement, et au pied duquel l'Intendant-général du trésor aura ordonné l'émission

Art. 11. Diejenigen, welche ihre Cautionen in Gemäßheit des Decretes vom 2ten Februar dieses Jahres oder des gegenwärtigen Decretes, berichtet haben, müssen an den General-Intendanten des Staats-Schatzes die Empfangscheine der General-Einnehmer einschicken, wogegen sie demnächst eine Urkunde über den ganzen Caution-Betrag empfangen werden.

Art. 12. Diese Urkunden können nicht cedirt werden, und müssen enthalten, daß der Cautionsteller in das Buch eingetragen ist, von welchem unten die Rede seyn wird.

Art. 13. Die Quittungen über die an die Amortisations-Casse eingezahlten baaren Caution-Beträge, sollen ebensowohl gegen dergleichen Zahlungs-urkunden umgetauscht, und deswegen an den General-Intendanten des Staats-Schatzes eingeschickt werden.

Art. 14. Bei dem Staats-Schatze soll, in dem Bureau der öffentlichen Schuld, ein Buch angelegt werden, welches besonders zu Eintragung der Cautionen und ihrem Uebergange von einem auf den anderen Staatsdiener bestimmt ist.

Alle halbe Jahr soll aus diesem Buche ein Verzeichniß der darin eingetragenen Caution-Steller, mit dem Betrage ihrer Cautionen, und den darauf fallenden Zinsen angefertigt werden, welchen der General-Intendant des Staats-Schatzes mit dem Zahlungs-Befehle zu Bezahlung der halbjährigen Zinsen versehen wird.

Art. 15. Die Zahlungs-urkunden sollen von dem Staats-Schatze ausgestellt, und die Cautionen in die Register nach einem Verzeichnisse eingetragen werden, welches der mit Aufsicht der Cassen und Einnahmen beauftragte Schatz-Administrator, mit Beifügung der Quittungen, aufgestellt, und unter welchem der General-Intendant den Befehl zu Aushän-

desdites reconnaissances et autorisé l'inscription au livre des cautionnements.

Art. 16. Par suite desdites autorisations et ordonnances, l'administrateur chargé de la surveillance de la dette publique fera inscrire les cautionnements, et délivrera et signera les reconnaissances mentionnées à l'article 12.

Art. 17. Le paiement des intérêts des cautionnements, se fera aux mêmes caisses que celui des intérêts de la dette publique.

Art. 18. Les préfets et les greffiers des tribunaux videront leurs mains des obligations qui leur ont été déposées en vertu de Nos décrets des 25 juillet et 29 octobre 1810, et les enverront avec double bordereau au trésor public, où elles seront versées dans la caisse à trois clefs, après avoir été portées comme recette d'ordre au journal. Un des bordereaux leur sera renvoyé quittancé par le caissier-général, et l'autre bordereau, visé par l'administrateur chargé des recettes, restera déposé avec lesdites obligations.

Art. 19. Nos Ministres et Notre Intendant-général du trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre résidence royale de Cassel, le 2 mars 1812, la sixième année de Notre règne.

Signé: JÉROME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

digung dieser Urkunden, und Eintragung der Cautionen, ertheilt hat.

Art. 16. In Folge dieser Befehle soll der Administrator, welcher mit der Aufsicht über die Staats-Schuld beauftragt ist, die Einschreibung der Cautionen vornehmen, und die im 12ten Artikel bezeichneten Urkunden, nachdem er selbige unterschrieben hat, aushändigen.

Art. 17. Die Zinsen der Cautionsgelder sollen aus denselben Cassen bezahlt werden, aus welchen die Zinsen der Staats-Schuld bezahlt werden.

Art. 18. Die Präfecten und die Secretairs der Tribunale sollen die Obligationen, welche bei ihnen in Gemäßheit Unserer Decrete vom 25sten Julius und 29sten October 1810 als Caution abgeliefert sind, mit einem doppelten Verzeichnisse an den Staats-Schatz einsenden, wo selbige, nachdem sie als Einnahme in das Journal eingetragen worden, in die drei Schlüssel-Casse niedergelegt werden sollen. Eines jener Verzeichnisse soll mit der Quittung des General-Cassirers und dem Visa des mit der Einnahme beauftragten Schatz-Administrators versehen, an die Präfecten zurückgeschickt, und das andere bei den Obligationen aufbewahrt bleiben.

Art. 19. Unsere Minister und Unser General-Intendant des Staats-Schatzes sind, ein jeder in so weit es ihn betrifft, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserer Königlich Residenz zu Cassel, am 2ten März 1812, im sechsten Jahre Unserer Regierung.

Unterschrieben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,
unterschrieben: Graf von Fürstenstein.

(No 40.) DÉCRET ROYAL du 3 mars 1812, concernant le paiement des coupons de l'emprunt forcé de 1808.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WEST-PHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Sur le rapport de Notre Intendant-général du trésor;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Nous avons décrété et décrétons:

Art. 1^{er}. Notre décret du 9 avril 1809, enjoignant aux créanciers de l'emprunt forcé de 1808, d'apporter, avec les coupons qui leur ont été délivrés par semestre pour les obligations dudit emprunt, les coupons des trimestres supprimés en vertu dudit décret, est rapporté.

Art. 2. En conséquence les caisses chargées de l'acquittement des intérêts dudit emprunt, de même que la caisse-générale du trésor, sont autorisées à acquitter et à recevoir les coupons d'intérêts des obligations dudit emprunt qui sont remplis par semestre, lors même qu'ils leur sont présentés détachés des coupons des trimestres supprimés.

Art. 3. Lesdites caisses payeront de même et recevront lesdits coupons, nonobstant la coupure du talon qui aurait pu avoir lieu, sauf l'examen dont elles sont d'ailleurs tenues, quant à la vérité desdits coupons.

Art. 4. Tous les payemens faits en vertu d'autorisations de Notre Ministre des finances ou

(Nr. 40.) Königliches Decret vom 3ten März 1812, die Bezahlung der Coupons der Zwangs-Anleihe, vom Jahre 1808 betreffend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

haben, auf den Bericht Unseres General-Intendanten des Staats-Schatzes;

nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Verfügung Unseres Decretes vom 9ten April 1809, durch welche den Staatsgläubigern der Zwangs-Anleihe vom Jahre 1808 aufgegeben wird, mit dem halbjährigen Zins-Coupon, zugleich den dreimonatlichen als ungültig durchstreichenen vorzuzeigen, ist aufgehoben.

Art. 2. Die mit der Zinszahlung der gedachten Anleihe beauftragten Cassen und die General-Casse des Staats-Schatzes sind also ermächtigt, die ausgestellten halbjährigen Zins-Coupons von den Obligationen der erwähnten Anleihe anzunehmen und auszuzahlen, obgleich der dreimonatliche ungültige Coupon davon getrennt wäre.

Art. 3. Gleichergestalt sollen besagte Cassen die Zins-Coupons annehmen und bezahlen, ungeachtet von selbigen der gedruckte breite Rand abgeschnitten seyn mögte; mit Vorbehalt jedoch der über die Richtigkeit der gedachten Coupons vorzunehmenden Untersuchung.

Art. 4. Alle Zahlungen, welche zufolge einer Autorisation Unseres Finanzministers oder des Gene-

du Directeur-général de la caisse d'amortissement, contre ceux desdits coupons qui ont été présentés aux caisses-générales et particulières dans l'état prévu au présent décret, sont validés.

Art. 5. Notre Intendant-général du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Résidence royale de Cassel, le 3 mars 1812, la sixième année de Notre règne.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Certifié conforme:

Le Ministre de la Justice,
SIMÉON.

ral-Directors der Amortisations-Casse, gegen Zins-Coupons geschehen sind, welche bei den General-Cassen sowohl als bei den Unter-Cassen, in dem durch dieses Decret erwähnten Zustande abgegeben worden, sind hierdurch für gültig erklärt.

Art. 5. Unser General-Intendant des Staats-Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserer Königlich-Residenz zu Cassel, am 3ten März 1812, im sechsten Jahre Unserer Regierung.

Unterschrieben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,

unterschrieben: Graf von Fürstenstein.

Als gleichlautend bescheiniget:

Der Justiz-Minister,

Simeon.